REALISATION D'UN MILLION DE LOGEMENTS D'ICI 2009

Hamimid confiant

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Mohamed Nadir Hamimid, a indiqué hier en marge de la réunion des directeurs régionaux de l'Office de la promotion et de la gestion immobilières (OPGI) tenue au siège de son département, que «toutes les mesures seront prises afin d'honorer l'engagement pris par le président de la République et relatif à la réalisation d'un million de logements d'ici à 2009».

A en croire M. Hamimid, le problème du foncier ne devrait pas se poser puisque «94 000 ha de terrains urbanisables pouvant accueillir 2,82 millions de logements sont disponibles à travers le territoire national» pour des besoins estimés à 1,1 million d'unités pour la période 2004-2009 en assurant au passage que «il n'est pas question de toucher aux terres agricoles». Avec une moyenne de construction de 200 000 logements par an, les formules de logements sociaux locatifs, (LSL), sociaux participatifs (LSP) et rural seront privilégiées.

Le programme devant être financé en intégralité par le gouvernement sur le prochain quinquennat nécessitera la mobilisation d'un montant global de l'ordre de 555 milliards de dinars soit un besoin de crédit budgétaire annuel de 111 milliards de dinars.

Il convient de noter dans ce cadre que les projets en cours de lancement ou déjà lancés totalisent 385 000 logements dont 130 000 LSL, 40 000 LSP et 115 000 logements ruraux. Il a été retenu, souligne M. Hamimid, par le gouvernement de faire lancer un programme additionnel de 690 000 unités (120 000 LSL, 215 000 LSP et 275 000 ruraux). Dans cette perspective Mohamed Nadir Hamimid a exhorté les directeurs généraux des OPGI à «accélérer la préparation des dossiers techniques, les lancements des avis d'appel d'offres et les choix d'entreprise de réalisation». Ce dernier invitera également les premiers responsables des OPGI à «préparer dans les prochains jours les cahiers des charges pour le choix des bureaux d'études ou ceux destinés aux lancements des avis d'appels d'offres pour les programmes d'habitats retenus pour l'années 2005» en exigeant des OPGI «les permis de construire préalablement au lancement de tout projet de construction».

Pour revenir à la réunion d'évaluation d'hier, Mohamed Nadir Hamimid a estimé que le bilan de l'année 2004 est «très positif» grâce notamment à l'achèvement des opérations de réhabilitation des logements touchés par le séisme du 21 mai 2003. En termes de chiffres, l'année écoulée a été marquée par la réception de 80 000 logements sur les 94 000 programmés. Par ailleurs, le responsable du secteur de l'habitat a indiqué que 50 000 logements non encore attribués le seront dans les prochains mois. Concernant le taux de recouvrement des loyers auprès de l'OPGI, Mohamed Nadir Hamimid avancera le chiffre de 35%. «Nous seront obligés de saisir la justice pour obliger ceux qui ont les moyens de payer leur loyer à le faire», a menacé le ministre de l'Habitat.

Lotfi Mérad

TOURISME ET IMMOBILIER

Les projets de "SIDAR"

Le P-DG de la Société internationale Eddiar (SIDAR), le Dr Mahmoud Zayed, a présenté hier, au Centre de presse d'*El-Moudjahid*, les projets de cette firme spécialisée dans la promotion immobilière (achat et vente de terrains, construction et service après-vente, gardiennage et entretien). Société à capitaux essentiellement saoudiens mais de droit algérien, SIDAR a investi, depuis sa création fin 1998, des dizaines de millions de dollars en Algérie selon le Dr Zayed, quoique évasif sur le montant exact.

Ce faisant, le P-DG de Sidar prévoit un montant d'investissements supérieur, en centaines de millions de dollar, si cette firme réalise ses projets en cours notamment dans la promotion immobilière et le tourisme.

A ce propos, le Dr Zayed a indiqué que SIDAR attend depuis une longue période le feu vert officiel du ministère du Tourisme et des autorités pour la réalisation de deux grands complexes hôteliers à Alger et à Boumerdès, d'une capacité globale de 25 000 lits alors que la capacité nationale actuelle est de l'ordre de 85000 lits. D'un montant d'investissemnt de 300 millions de dollars, ces deux projets n'ont pas encore d'assiette définie, les terrains dont la superficie est estimée à 130 000 hectares, n'ayant pas encore été acquis auprès des privés. D'autre part, SIDAR souhaite investir dans de grands projets touristiques à travers tout le pays et dans le Sud en particulier, même si, pour le moment, selon le P-DG de cette société d'investissement, rien de précis ne se présente. En outre, cette firme affiche sa disponibilité à participer au programme de réalisation d'un million de logements à l'horizon 2009 même si se pose selon lui la condition d'un foncier disponible. Par ailleurs, le P-DG de Sidar a mis en relief l'intérêt de sa firme pour combler le déficit que rencontre la réalisation de centres d'affaires internationaux et de représentation commerciale dans notre pays et à Alger en particulier. Dans cet ordre d'idées, il a présenté son projet de réalisation du Centre international Al Qods d'affaires et de commerces dont l'implantation est prévue au centre-ville de Chéraga. Un centre devant être construit par la société chinoise CSCEC sur un terrain privé d'une superficie globale de 150 000 mètres carrés , avec un coût d'investissement d'environ 50 millions de dollars.

Un complexe qui dispose notamment de 145 bureaux d'une surface moyenne de 235,00 mètres carrés, de 100 espaces de représentation nationale et internationale d'une surface moyenne de 200 mètres carrés et de 72 cabinets d'affaires d'une surface moyenne de 110,00 mètres carrés.

A ce sujet, le P-DG de SIDAR a invité les compagnies étrangères et nationales à réserver les bureaux dont la superficie varie de 100 mètres à 5000 mètres carrés pour une seule unité. Cela, même si le prix de vente du mètre carré varie de 50 000 à 120 000 dinars et le loyer variable aussi.

Chérif Bennaceur

CHERCHEURS EN NUCLEAIRE DE DRARIA ET D'ALGER

"Non à la fuite des compétences"

Après avoir organisé un sit-in le 28 décembre dernier au centre nucléaire de Draria, histoire d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur le mutisme de la tutelle, les syndicalistes du Comena, dans un communiqué rendu public, interpellent le chef de l'Etat en soulignant : «Voilà l'année 2004 est terminée, une année pleine de turbulences dont les travailleurs ont dénoncé la *hogra*, la désintégration et l'accaparement du secteur par ces responsables qui ont voulu régner en vizirs, manifesté leur refus de voir leurs activités mises sous une chape de plomb, occupé la rue pour protester contre le mépris et l'isolement, dit non au clanisme, au clientélisme et au copinage, revendiquent» leur droit à un statut, un règlement intérieur, à l'ISS et à la reconnaissance d'une représentation des travailleurs dans un cadre officiel».

Ainsi, les chercheurs, le corps de soutien à la recherche et le corps technico-administratif ont démontré que par la solidarité, le mal peut être combattu. «Aujourd'hui, notre serment du mouvement du 31 décembre 2003 nous conduit et nous incite à ne pas abdiquer devant les menaces de tout bord. De l'intérieur des centres, nous disons non au mutisme de la tutelle, non à la gestion dévastatrice de nos centres et non à la fuite de nos compétences.»

Enfin, les travailleurs et chercheurs du Comena estiment que bien que les revendications et les agissements de ces responsables soient portés aux hautes instances de l'Etat et malgré l'attente dans le calme et la sérénité, le directeur général continue dans sa conduite d'intimidation et de division. Qu'il sache que ses tentatives ne font que consolider leurs rangs et renforcer leur attachement et leur dignité et à la défense de leur secteur par tous les moyens légaux et pacifiques.

«La sagesse et l'esprit de responsabilité qui nous animent ne font que lui prouver que nous ne sommes pas puis de répondre aux provocations et aux intimidations», écrivent-ils.

M. D.

LES BARRAGES CONTINUENT A SE REMPLIR

2,26 milliards de m³ d'eau mobilisés

Les précipitations qui se sont succédé ces derniers mois et plus spécialement durant le mois de décembre ont permis aux ressources hydriques de se reconstituer. Ainsi 2,26 milliards de m³ d'eau sont actuellement mobilisés sur l'ensemble du territoire national dont 80 % concernent l'est et le centre du pays alors que l'Ouest continue de souffrir du manque d'eau, explique le chargé de la communication au ministère des Ressources en eau.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Depuis le début de la saison, la pluie a été au rendez-vous et les ruissellements dans différentes régions du pays ont permis aux barrages de se remplir petit à petit. Jusqu'au au mois de novembre dernier, les barrages avaient reçu 238,7 millions de m3 pour un volume total emmagasiné de 2,059 milliards de m3 soit un taux de remplissage de 36,44%. Pour le mois de décembre les apports ont atteint 854 millions de m3 dans les 55 barrages du pays pour un volume total de 2,26 milliards de m3 d'eau.

Le charge de la communication au ministère des Ressources en eau explique que si le taux de remplissage des barrages a atteint les 40%, il faut plutôt parler de plus de 55 %, vu que plusieurs barrages ont été livrés durant ces derniers mois. Ils ont en fait reçu des quantités d'eau considérables qu'il faut rajouter aux quantités mobilisées. A noter par ailleurs que ces nouveaux ouvrages n'ont pas été raccordés au réseau AEP et leurs eaux ainsi mobilisées ne peuvent par conséquent servir à alimenter les ménages. Cela est notamment le cas pour les barrages deKramis dans la région de Mostaganem, Sikak à Tlemcen, Koudiet-Refaa à Tissemsilt qui ont reçu de apports importants selon le ministère des Ressource en eau. Il s'agit également du barrage de Taksebt qui reçoit une eau qui ne peut encore être transférées vers les régions de Tizi-Ouzou, de la capitale ou de Boumerdès. Le problème de disponibilité de la ressource se pose encore avec acuité à l'ouest du pays.

"Dans cette région où les apports sont particulièrement faibles, il n'y a plus aucune possibilité de réaliser des barrages", a déclaré la semaine dernière le directeur général de l'Agence nationale des barrages. La solution préconisée reste le dessalement d'eau de mer.

Pour ce qui est de l'alimentation de la capitale, le barrage du Keddara a atteint plus de 100 millions de m3 de remplissage. Ce dernier est alimenté par les eaux du barrage de retenue de Beni Amrane dont la capacité de remplissage est de 16 millions de m3. Toutefois ne peuvent être transférés vers le Keddara que 5 à 6 millions du fait de l'envasement de la première infrastructure. Ainsi et quand des apports conséquents arrivent vers le Beni Amrane ils sont par conséquent rejetés dans la nature.

C'est ainsi que près de 50 millions de m3 n'ont pu être mobilisés et transférés vers le keddara. Des travaux de surélévation des digues réalisées récemment au niveau du Beni Amrane permettront la mobilisation de 13 millions de m3 d'eau. Gain important vu l'importance de la ressource et le besoin accru de la population.

F. Z. B.